

20210322 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/31008/frontiere-franco-italienne-34-heures-de-garde-a-vue-pour-deux-maraudeurs>

[Actualités](#)



Des migrants traversent les Alpes, en février 2021. Crédit : InfoMigrants

Frontière franco-italienne : 34 heures de garde à vue pour deux maraudeurs

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 22/03/2021

Deux maraudeurs ont été placés en garde à vue dans la nuit de samedi à dimanche, puis libérés lundi matin, pour aide à l'entrée sur le territoire français de personnes en situation irrégulière. Lors d'une opération au col de Montgenèvre, à la frontière franco-italienne, les maraudeurs avaient porté assistance à quatre migrants, renvoyés manu militari en Italie.

"C'est clairement une tentative d'intimidation à l'encontre des personnes faisant preuve de solidarité envers les migrants." Nicolas Girod, porte-parole de la confédération paysanne, est "énervé". Un de ses membres ainsi qu'un bénévole de l'association Tous Migrants ont été interpellés dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 mars alors qu'ils étaient en maraude dans les Alpes, au niveau du col de Montgenèvre.

Lors de leur interpellation, les humanitaires venaient de porter assistance à quatre migrants qui traversaient la montagne dans l'espoir de rejoindre la France. Ces derniers ont été renvoyés manu militari en Italie, tandis que deux maraudeurs ont été placés en garde à vue.

>> À (re)voir : [Vidéo : la périlleuse traversée des Alpes pour entrer en France](#)

"Lorsque nous sommes allés au commissariat dans la nuit de samedi à dimanche, les policiers nous ont affirmé qu'ils avaient des éléments prouvant que les maraudeurs étaient allés chercher les migrants en Italie et les avaient convaincus de franchir la frontière", explique

Nicolas Girod. "Or, tout cela est faux. Ils ont simplement porté assistance à des personnes en difficulté dans la montagne, en respectant le cadre légal", assure-t-il.

"C'est puant et inacceptable"

Après 34 heures dans les locaux de la police pour aide à l'entrée sur le territoire français de personnes en situation irrégulière, les deux hommes sont finalement ressortis libres lundi matin. Cependant, "l'enquête se poursuit dans le cadre préliminaire" affirme à la presse locale le procureur de Gap Florent Crouhy.

Ces interpellations ont fait réagir dans les rangs de la gauche, notamment au sein du Parti communiste et de la France insoumise. "Dans quel régime sommes-nous pour qu'un peu de fraternité vaille une GAV ?", s'est interrogé sur Twitter le député Eric Coquerel.

"On assiste une nouvelle fois à la criminalisation des actes de solidarité, c'est puant et inacceptable", s'insurge encore le représentant syndical Nicolas Girod. Normalement, la Confédération paysanne - qui travaille régulièrement avec des migrants saisonniers - n'effectue pas de maraudes en montagne. Elle était présente ce week-end dans la région par solidarité avec les équipes de Tous Migrants. Une initiative qui pourrait se reproduire, tant cet épisode a conforté le syndicat "dans la nécessité d'être aux côtés des maraudeurs habituels".

En début d'année, [Tous Migrants avait alerté sur le harcèlement policier dont elle se dit victime pendant les maraudes](#). Les membres de l'association se plaignaient d'être entravés dans leur travail humanitaire. "Les contrôles arbitraires, notifications d'amendes, auditions libres et autres pressions envers les citoyens et citoyennes qui chaque soir essaient de porter assistance aux exilé(e)s se sont multipliés", pouvait-on lire dans un communiqué publié par Tous Migrants et Médecins du monde.